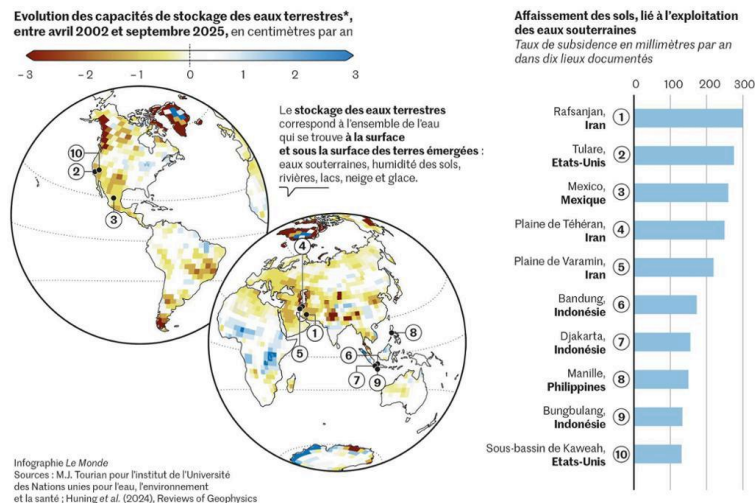


L'humanité menacée d'une « faillite hydrique »



Léa Sanchez

Un rapport publié mardi alerte sur la gravité des menaces qui pèsent sur l'eau douce au niveau mondial

La planète « est entrée dans l'ère de la faillite hydrique mondiale ». A quelques mois de la prochaine conférence des Nations unies sur l'eau, prévue en décembre aux Emirats arabes unis, Kaveh Madani, le directeur de l'Université des Nations unies pour l'eau, l'environnement et la santé, alerte sur la gravité des menaces qui pèsent sur l'eau douce au niveau mondial. Dans un rapport publié mardi 20 janvier, il assure que « le monde vit déjà au-delà de ses moyens hydrologiques ».

Dans ce document, le spécialiste des ressources hydriques s'appuie sur une métaphore financière pour déplorer la « liquidation » d'une « forme de capital naturel ». Dans cette analogie, les systèmes dont le renouvellement est le plus rapide – comme les lacs, les rivières ou les sols – sont comparés à un compte courant. Les glaciers sont à l'inverse assimilés à un livret d'épargne, à l'instar des nappes profondes. Pour mener leurs multiples activités, les humains puisent dans ces différentes réserves, sans que leur recharge suffise à compenser les prélèvements.

Le déséquilibre – que le rapport apparente à une insolvabilité bancaire – est devenu structurel à de nombreux endroits du globe. En surface, environ 35 % des zones humides ont disparu en un demi-siècle, et la moitié des grands lacs du monde ont vu leur superficie diminuer depuis le début des années 1990, à l'instar du Grand Lac Salé, dans l'Utah (Etats-Unis). Ces tendances concernent aussi les eaux souterraines : environ 70 % des principaux aquifères présentent des niveaux à la baisse à long terme, note le rapport. Ces masses d'eau sont très sollicitées : les nappes fournissent quelque 50 % de l'eau domestique mondiale et plus de 40 % des apports pour l'irrigation.

Cette « épargne » des sociétés humaines a été grignotée, jusqu'à atteindre un état d'épuisement critique à de nombreux endroits. Or, son renouvellement peut être très lent et prendre des dizaines d'années, voire davantage. Sa fragilisation vient se doubler de l'affaiblissement de la cryosphère, avec le réchauffement climatique. Si la fonte accélérée des glaciers augmente temporairement les débits des rivières, elle se traduit à terme par un effondrement de la masse glaciaire mondiale. L'image bancaire s'arrête là : les réserves d'eau ne sont « pas des billets imprimés par la Banque centrale » à même d'être remplacés, explique M. Madani au Monde.

Dimension irréversible

La « faillite hydrique » se caractérise par sa dimension irréversible. Les capacités de stockage sont, par exemple, amoindries par la surexploitation des eaux souterraines, qui facilite le tassement des aquifères. Des métropoles comme Mexico sont concernées par cette déformation des réservoirs du sous-sol. Celle-ci contribue à un enfoncement du sol qui peut dépasser 250 millimètres par an. Ce phénomène qui fragilise les infrastructures urbaines touche plus de 6 millions de kilomètres carrés dans le monde. Ils incluent 231 000 kilomètres carrés de zones urbaines denses, où réside près de 25 % de la population mondiale.

Dans certaines zones côtières, notamment en Asie du Sud-Est, les taux d'affaissement moyens dépassent le rythme d'élévation du niveau de la mer – cela concerne 18 des 40 deltas étudiés dans une étude parue dans la revue scientifique *Nature* mi-janvier. Ces territoires littoraux aux pompes excessives sont aussi très exposés à des intrusions d'eau salée pérennes dans les aquifères. Plus largement, la surexploitation des eaux souterraines vient, dans de nombreux territoires, se doubler d'une dégradation des ressources restantes en raison, entre autres, de la pollution – d'autant plus concentrée que l'eau manque pour la diluer.

Le stade de « *faillite* » n'est pas encore atteint dans tous les bassins, indique le rapport de M. Madani. L'inventaire des milieux irrémédiablement endommagés est une « *sonnette d'alarme* » bienvenue, juge Christelle Marlin, chercheuse en hydrogéologie et en géochimie à l'université Paris-Saclay, qui n'a pas participé au rapport. « *Il faut que chacun se rende compte que ces processus ne touchent pas que les zones identifiées comme arides* », assure cette professeure rattachée au laboratoire Metis de Sorbonne Université et du CNRS. S'il trouve que les « *messages globaux proposés ici sont à nuancer à l'échelle locale* », Yves Trambly, directeur de recherche en hydrologie à l'Institut de recherche pour le développement, qui n'a pas non plus contribué à cette publication, salue « *le changement de paradigme qui est proposé* ».

Le terme de « *crise* », couramment employé, induit en effet une problématique temporaire. « *Comment un pays peut-il être en situation de crise hydrique pendant cinquante ans ?* », interroge M. Madani, qui a commencé à utiliser le concept de « *faillite hydrique* » pour l'Iran il y a une décennie. L'enjeu dépasse le vocabulaire : alors que la gestion de crise cherche à revenir à un état antérieur, accepter l'irréversibilité de la situation suppose de reconnaître qu'il n'y a « *pas assez d'eau, en raison de problèmes de qualité ou de quantité, pour satisfaire toutes les demandes* », complète M. Madani.

Repenser le système

Dès lors, les autorités peuvent renégocier les demandes et engager des politiques d'adaptation, notamment dans le secteur agricole. Il s'agit aussi de repenser le système dans sa globalité, avec ses différences échelles de gouvernance. « *Tout est interconnecté*, constate Christelle Marlin. *Par exemple, on peut être vertueux à l'échelle nationale en matière de gestion d'eau mais avoir importé des produits alimentaires ou des vêtements dont la production aura nécessité beaucoup d'eau dans des bassins en déficit chronique.* »

L'eau est à la croisée de questions économiques, diplomatiques, environnementales, climatiques et de justice sociale. Des exemples de coopération transfrontalière « *avec une vision de long terme* » existent, par exemple sur le fleuve Sénégal, signale Simon Porcher, professeur en sciences de gestion à l'université Paris-Dauphine. Mais le chercheur rappelle que l'eau douce reste « *une variable secondaire au sein des instances internationales existantes* », qui ne bénéficie pas de sa propre COP.

Barbara Pompili, ambassadrice déléguée à l'environnement, qui entend « *porter haut les enjeux de l'eau dans le multilatéralisme* », plaide pour une « *régularité* » des Conférences des Nations unies sur l'eau. Les prochaines, prévues fin 2026, et en 2028, sont « *une fenêtre politique rare pour redéfinir l'agenda mondial en matière d'eau douce afin de l'adapter aux réalités de la faillite mondiale de l'eau* », estime le rapport de M. Madani.